Les députés socialistes méditerranéens face à la guerre d'Algérie : histoire et mémoire

Noëlline Castagnez

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/10555>

DOI : 10.4000/cdlm.10555

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2018

Pagination : 67-79

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Noëlline Castagnez, « Les députés socialistes méditerranéens face à la guerre d'Algérie : histoire et mémoire », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 96 | 2018, mis en ligne le 15 décembre 2018, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/10555> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.10555>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Les députés socialistes méditerranéens face à la guerre d'Algérie : histoire et mémoire

Noëlline Castagnez

- 1 Les socialistes assumèrent à plusieurs reprises la direction de la politique coloniale française sous le Front populaire puis sous la IV^e République, par l'intermédiaire de leurs ministres de l'Outre-Mer ou de l'Intérieur. Mais ce furent le gouvernement Mollet et sa gestion des « événements d'Algérie » de février 1956 à mai 1957, souvent qualifiés de « national-molletistes », qui marquèrent d'un stigmate indélébile leur mémoire collective à partir du congrès d'Épinay en 1971. Il suffit pour s'en convaincre d'examiner les histoires officielles produites par le parti ou les souvenirs de ses dirigeants ces quarante dernières années. Dans le cadre d'une réflexion sur l'identité parlementaire méditerranéenne, le cas des députés socialistes face à la guerre d'Algérie se révèle un bon observatoire des diffractions territoriales de la culture politique d'un parti, où l'orthodoxie doctrinale et la discipline parlementaire étaient pourtant des règles d'or depuis la scission de Tours en 1920.
- 2 Si, dans l'entre-deux-guerres, la SFIO avait cru en l'assimilation et tenté avec le projet Blum-Viollette d'instaurer une « colonisation de progrès », après la Libération, elle se retrouva démunie face au déchaînement de violence de la Toussaint 1954. Pour les élus du Midi, des siècles d'échanges commerciaux et culturels avec leurs voisins du bassin méditerranéen rendaient « le problème algérien » à la fois plus proche et moins facile à appréhender que pour leurs camarades du « Nord ». Incapables de penser la décolonisation, à l'exception des quelques anticolonialistes minoritaires étudiés par Gilles Morin¹, les socialistes ne purent s'accorder sur la solution à apporter à la crise du 13 mai 1958. À terme, la division du groupe parlementaire lors du vote des pleins pouvoirs à de Gaulle provoqua la scission en septembre, mais celle-ci n'affecta que quelques fédérations méditerranéennes grâce au ralliement des Bouches-du-Rhône à Guy Mollet. Avec l'indépendance de l'Algérie en mars 1962, l'arrivée de centaines de milliers de rapatriés dans leurs ports devint nécessairement un enjeu électoral pour

toutes les forces politiques de la région. Aussi, les débats parlementaires sur l'indemnisation des Pieds-Noirs et sur l'amnistie, jusqu'à celle imposée au groupe parlementaire par le président Mitterrand en 1982, permettent-ils de voir si l'évolution des Méditerranéens est comparable à celle des autres socialistes.

- 3 Du début de la guerre à l'ultime amnistie, notre corpus comprend 70 députés méditerranéens inscrits ou apparentés au groupe socialiste de 1951 à 1986. On note une surreprésentation attendue des Bouches-du-Rhône (15 députés soit 1/5), tant par le nombre de ses représentants que par la carrure de Gaston Defferre, et un poids comparable du Vaucluse (9), de l'Aude, de l'Hérault, et du Var (8 chacun, soit 1/9), loin devant le Gard (5), les Basses-Alpes (5), les Alpes-Maritimes (4), les Hautes-Alpes (3), les Pyrénées-Orientales (3) et enfin la Corse (1). Mais outre le député-maire de Marseille, certaines figures se distinguent par leur longévité au Palais Bourbon, tels que Francis Vals (Aude) de 1951 à 1981, Raoul Bayou (Hérault) de 1958 à 1986, et Paul Alduy (Pyrénées Orientales) de 1956 à 1981. Signalons enfin – et pas seulement pour céder à la loi du genre – que l'on ne repère que deux femmes : Madeleine Laissac dans l'Hérault de 1951 à 1956 et Renée Soum dans les Pyrénées-Orientales de 1981 à 1986.
- 4 Quelle fut l'attitude des députés socialistes méditerranéens face à la guerre d'Algérie, puis à ses séquelles ? Dans un parti où la discipline parlementaire fit longtemps force de loi, il convient d'évaluer leur conformité ou leur spécificité et d'en expliquer les ressorts. Pour ce faire, nous verrons s'ils étaient aussi démunis que la majorité de leurs camarades pour penser la décolonisation, puis si à l'épreuve des faits ils restèrent dans le rang. Enfin, nous évaluerons dans quelle mesure leur combat pour l'amnistie fut mené pour se rallier l'électorat des Pieds-Noirs ou par devoir de mémoire.

Un impensé de la décolonisation propre aux rives de la Méditerranée ?

- 5 Revenons rapidement sur les facteurs qui pouvaient expliquer ce manque de discernement chez les socialistes.

Une doctrine inadaptée

- 6 La plupart des membres de la SFIO et de ses cadres furent formés dans l'entre-deux-guerres et reçurent en héritage une doctrine coloniale que peu d'entre eux surent remettre en question face aux « événements ». Ainsi, en 1954, la moyenne d'âge des 22 députés socialistes méditerranéens qui exercèrent leur mandat au cours de la guerre d'Algérie était supérieure à 48 ans. Et sur l'ensemble de notre corpus, près de la moitié étaient nés avant 1914. Plusieurs filtres obscurcissaient, nécessairement, leur grille de lecture, au premier rang desquels le dogmatisme marxiste.
- 7 Dès le début du siècle, sous l'influence du guesdisme, les socialistes ne voyaient dans les divers épisodes de la conquête diplomatique et militaire des colonies que le jeu des rivalités entre des groupes capitalistes étrangers. Comme l'a montré Georges Oved pour le Maroc, la conquête financière du pays par Paribas apparaissait aux socialistes, de même qu'aux communistes, comme le symbole même de l'impérialisme². Cette interprétation économique marxiste, non seulement refusait de reconnaître le fait national indigène, mais ne les incitait guère à approfondir leur analyse des réalités

coloniales. Enfin et surtout, leur ignorance des thèses de l'austro-marxisme d'Otto Bauer sur les minorités nationales et leur transposition mécanique de la lutte des classes à la « situation coloniale » – pour citer Georges Balandier³ – les empêchaient de saisir et de comprendre ce que les nationalistes entendaient par « domination coloniale ». Alors que ces derniers considéraient que tous les agents de l'économie européenne, ouvriers compris, bénéficiaient de cette domination coloniale, les socialistes voyaient dans l'ouvrier indigène une victime de l'exploitation patronale au même titre que l'ouvrier français. Le dépouillement des professions de foi des députés méditerranéens en 1956 montre qu'ils partageaient encore à l'unanimité cette conception simpliste d'un Robert Gourdon (Var) qui voulait « lutter contre la pression des féodaux »⁴.

- 8 Leur culture républicaine constituait un deuxième prisme déformant. Depuis Jean Jaurès, le socialisme français avait assimilé l'héritage de la Révolution française et son universalisme, et entendait en faire bénéficier tous ceux qui avaient la chance d'accéder à la culture française. Les socialistes étaient donc convaincus que l'émancipation des populations colonisées passait nécessairement par leur acculturation et la rupture avec des croyances et des coutumes qu'ils jugeaient archaïques. Depuis Voltaire, l'islam incarnait le fanatisme, et ils refusaient de lui accorder un rôle dans l'émergence du mouvement national, dont il dénaturait d'emblée à leurs yeux le progressisme. Le réflexe laïciste jouait chez nombre d'entre eux, convaincus que l'indépendance de l'Algérie la livrerait à des superstitions obscurantistes.
- 9 En fait, la plupart partageaient une conception ethnocentriste et jugeaient les civilisations d'outre-mer à l'aune de leurs valeurs occidentales. Cet ethnocentrisme n'avait-il pas reçu la caution scientifique de sociologues tels que Durkheim et Lévy-Bruhl⁵ ? Dans cette perspective, la mission du socialisme était bel et bien de faire progresser ces peuples considérés comme « primitifs ». Lors du congrès de novembre 1944, la motion coloniale, rédigée par Marius Moutet, l'ancien ministre des Colonies du Front populaire, ne marqua aucune rupture : les populations indigènes ne s'émanciperaient que « dans une union toujours plus intime avec la France démocratique et socialiste ». Ce paternalisme humaniste était donc encore très prégnant et se conjugait avec la volonté de libérer les individus avant de libérer leur pays.
- 10 Or cette grille de lecture obsolète n'était guère susceptible d'évoluer faute d'une préparation suffisante de la SFIO aux enjeux de la décolonisation.

Un parti et des militants mal informés

- 11 La formation des militants sur l'histoire de la colonisation et la complexité de « la situation coloniale » étaient nettement déficientes. Depuis mai 1946, le principal outil d'élaboration doctrinale du parti était *La revue socialiste*⁶. Or sa lecture révèle son faible intérêt pour le sujet jusqu'en 1954. Rares sont ses articles qui approfondissaient la question et seuls le Sénégalais Léopold Sédar Senghor, le Guadeloupéen Jules Ninine, le Tunisien Élie Cohen-Hadria purent, parmi les autochtones, y collaborer. Et encore étaient-ils tous trois parfaitement assimilés. La masse des militants devaient donc s'en remettre aux comptes rendus des congrès nationaux et à leurs motions, relayés par le *Bulletin intérieur*, les brochures ou tracts qui leur étaient ensuite distribués. Or la

direction de la SFIO choisissait de traiter systématiquement les problèmes de l'outre-mer en séance de nuit, révélant par là à quel point elle les considérait comme secondaires. Et les délégués méditerranéens ne se distinguaient pas par un intérêt particulier. Il fallut l'urgence des « événements » d'Algérie pour que, le 30 juin 1955, le congrès national d'Asnières décide, exceptionnellement, d'avancer la discussion sur l'Union française dans la journée⁷.

- 12 Certes les fédérations d'outre-mer auraient pu exercer une influence non négligeable, mais elles n'étaient pas unanimes. Ainsi, celle de Tunisie détenait une certaine autorité grâce à Élie Cohen-Hadria et André Bidet⁸ et présentait une option progressiste, de même que la fédération SFIO du Vietnam. À l'inverse, celle du Maroc se montrait très conservatrice. Représentée par le sénateur Jean Léonetti, elle dénonçait l'Istiqlal comme un parti bourgeois et clérical, approuvait la politique du général Juin et refusait le droit à l'indépendance aux Marocains. Entre les deux, les trois fédérations d'Algérie, essentiellement composées de petits colons et de Pieds-Noirs fonctionnaires, adoptaient une position médiane. Outre leurs divergences, en congrès, ces fédérations s'exprimaient peu sur ces sujets en tant que tels et n'avaient guère l'occasion d'éclairer leurs camarades. La masse des militants se croyait donc informée – ce qui était loin d'être le cas – et se fiait à sa direction molletiste⁹.

Des ténors méditerranéens très conservateurs

- 13 Parmi les députés méditerranéens, trois figures donnèrent le ton : Marcel-Edmond Naegelen (Basses-Alpes) et Jules Moch (Hérault) de 1951 à 1958, ainsi que Paul Alduy (Pyrénées-Orientales) de 1956 à 1981. Le premier avait été gouverneur général d'Algérie de février 1948 à mars 1951, le second ministre de l'Intérieur de novembre 1947 à février 1950, et tous deux avaient couvert de concert le truquage des élections à l'Assemblée algérienne en avril 1948. Quant à Paul Alduy, il avait envisagé une sorte de Troisième Force internationale avec une Confédération Europe-Outre-Mer : à la libre association, il opposait le fédéralisme et, au nom de l'internationalisme, il condamnait tout nationalisme¹⁰. Derrière le ralliement à l'Union française des socialistes, perdurait par conséquent le rejet de toute indépendance. La priorité était toujours accordée aux problèmes sociaux et à l'égalité des droits des indigènes plutôt qu'au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Depuis l'échec du projet Blum-Viollette, qui prévoyait l'assimilation de 21 000 musulmans « évolués » sous le Front populaire, les socialistes n'avaient pas renoncé à privilégier une politique réformatrice en défendant le statut de 1947¹¹. Dans les professions de foi de 1956 des députés de notre corpus, ce statut ayant été enterré, il rejoignait le projet Blum-Viollette dans la litanie des occasions manquées en Algérie. Ainsi, dans l'Hérault, Jules Moch, Léon Jean et Madeleine Laissac proposaient une assemblée musulmane paritaire à collège unique afin d'assurer une plus juste représentativité des musulmans. Cela sous-entendait que l'on ne pourrait négocier qu'avec des représentants élus. Aucun d'entre eux n'évoquait en outre une possible « autonomie », ni même « un peuple algérien ».
- 14 Dans leur majorité, les parlementaires SFIO furent incapables d'envisager une possible décolonisation et encore moins d'en imaginer les modalités pour des raisons idéologiques et organiques. Or ceux des départements méditerranéens, en dépit de leur proximité géographique et de l'ancienneté de leurs relations avec l'Algérie, n'étaient

pas dotés d'un « outillage mental », comme dirait Lucien Febvre, plus pertinent que celui de leurs camarades.

À l'épreuve des faits, les socialistes méditerranéens dans le rang ?

- ¹⁵ Pour mieux mettre en perspective cette question de la discipline parlementaire, rappelons que, durant cette période, elle fut régulièrement mise à mal chez les socialistes. Il y eut d'abord, à partir de 1952, « la querelle de la CED » avec « le crime du 30 août » 1954 commis par la moitié du groupe, indiscipliné, qui refusa de ratifier le traité¹². Ensuite – on l'a déjà évoqué – les parlementaires SFIO se divisèrent à nouveau sur le vote des pleins pouvoirs à de Gaulle en juin 1958. Pour autant, entre ces deux moments de crise, il n'y eut rien de semblable à propos de d'Algérie dans l'hémicycle.

Des socialistes méditerranéens disciplinés

- ¹⁶ La Toussaint rouge de 1954 prit les socialistes par surprise et ils n'en saisirent guère les enjeux¹³. *Le Populaire* du 2 novembre se contenta de demander : « Mais que se passe-t-il en Algérie ? ». Marqués par le souvenir des massacres de Sétif et de Constantine en mai 1945, ils approuvaient la fermeté de Pierre Mendès France et de son ministre de l'Intérieur, François Mitterrand, tout en souhaitant une répression mesurée et sans bavures. Au congrès de Suresnes de novembre 1954, ils rabâchaient que l'Algérie n'était pas une colonie mais la France, et que la République devait demeurer « une et indivisible ». Les agents de l'étranger et les colons eux-mêmes entravaient une juste application des réformes selon eux. Leur programme se résuma donc à cette formule bientôt incantatoire : « En Algérie, appliquer loyalement le Statut et accélérer l'équipement économique et social »¹⁴. Dès lors le groupe parlementaire, Méditerranéens compris, en dépit des doutes et réticences des futurs minoritaires¹⁵, apporta un soutien sans faille au gouvernement.
- ¹⁷ Au congrès d'Asnières de juin-juillet 1955, le débat sur l'outre-mer eut enfin une place centrale et la motion de synthèse montra une timide ouverture. La SFIO admettait désormais qu'il fallait permettre « l'accession des peuples à la gestion de leurs propres affaires et leur libre adhésion à la communauté française » dans l'Union française¹⁶. Cette révision ouvrait ainsi la voie à la loi-cadre, présentée un an plus tard par Gaston Defferre, et appliquée en Afrique et en Océanie à partir de 1957¹⁷. Mais qu'en était-il de l'Algérie ? Concrètement, le congrès proposait de dissoudre l'actuelle assemblée algérienne et de la remplacer par une autre, composée à parité de Français européens et de Français musulmans, et élue par un collège unique.
- ¹⁸ Après la victoire du Front républicain et sa désignation à la présidence du Conseil en février 1956, Guy Mollet décida de se rendre à Alger pour installer le général Catroux. La suite est connue. Confronté à « la journée des tomates » du 6 février, choqué et bouleversé, Mollet dut accepter la démission de Catroux et accorda, dès lors, un inconditionnel soutien à son ministre résidant, Robert Lacoste. Or le groupe parlementaire se montra solidaire, même à contrecœur, du gouvernement¹⁸. Le 28 février, le président du Conseil lança son triptyque « cessez-le-feu, élections, négociations ». Officiellement, des mesures sécuritaires furent donc prises (il y eut bientôt 450 000 hommes mobilisés en Algérie) et accompagnées – comme il se devait –

d'un train de réformes économiques et sociales. Officieusement, Guy Mollet mobilisa sans compter ses réseaux pour tenter de négocier en secret avec le FLN et le MNA.

- 19 Au groupe parlementaire, le malaise était très profond. Pourtant, le 12 mars 1956, il vota les pouvoirs spéciaux à l'unanimité. La minorité avait beau désapprouver la politique menée et dénoncer la torture couverte par Lacoste et Mollet, ses chefs de file, Antoine Mazier, Daniel Mayer et Robert Verdier, acceptèrent finalement la discipline de vote parce que le gouvernement avait posé la question de confiance. Les parlementaires se retrouvèrent pris dans un engrenage qui les amena à reconduire, plusieurs fois et à l'unanimité, les pouvoirs spéciaux, y compris après la démission du gouvernement Mollet, en juillet, et encore en novembre 1957.
- 20 Depuis novembre 1956, les minoritaires usaient du néologisme de « national-molletisme » pour stigmatiser cette politique contre laquelle ils se révélaient impuissants. Lancé par Alexandre Werth dans *La France depuis la guerre* (1957)¹⁹, il fit florès, et ce jusqu'à aujourd'hui. Dans le Var, Franck Arnal n'hésita cependant pas à défendre Guy Mollet dans sa profession de foi de novembre 1958²⁰. Mais dans l'ensemble, les divisions lors du ralliement de la SFIO à de Gaulle rendaient hasardeux un discours engagé sur l'Algérie lors de la campagne législative. L'embarras sur ce qui demeurait pour eux « le problème algérien » était palpable chez nos socialistes méditerranéens, alors que leurs adversaires communistes n'hésitaient pas à réclamer l'indépendance, tel Gabriel Roucaute dans le Gard²¹. Tout au plus, Georges Guille et Jules Fil (Aude) espéraient-ils « l'élaboration d'un statut de l'Algérie nouvelle [...] dans le respect de la personnalité algérienne »²². On était encore loin de la reconnaissance d'une nation.
- 21 En septembre 1958, la scission affecta moins les fédérations méditerranéennes qu'elle n'aurait pu grâce au ralliement, finalement, du député-maire de Marseille, Gaston Defferre, à la direction molletiste. À ce congrès d'Issy-les-Moulineaux, la minorité n'avait obtenu aucun mandat dans les Bouches-du-Rhône – à la différence du Vaucluse, du Var, et du Gard où elle avait remporté 100 % des mandats – de sorte qu'elles offraient un faible point d'accroche au futur PSA dans la région.

« Nos compatriotes les rapatriés »

- 22 Il fallut donc attendre l'indépendance de mars 1962 et l'afflux de rapatriés dans leurs ports pour que nos députés socialistes sortent quelque peu du rang socialiste et s'affichent avant tout comme des élus méditerranéens. Lors de la campagne législative de novembre 1962, tous les députés de notre corpus, en effet, furent à l'unisson de leurs adversaires UNR-UDT, MRP, CNI et IPAS – à l'exception notable des communistes, pour réclamer des mesures d'urgence pour faire face à « l'exode de nos compatriotes rapatriés » : logements, emplois, indemnisations, reclassement et intégration... Le dépouillement systématique de leurs professions de foi et des sondages chez leurs camarades révèle qu'ils le firent d'une manière non seulement plus systématique mais aussi plus appuyée que dans d'autres régions de France qui n'étaient pas directement concernées. En revanche, on retrouve cette ligne chez les élus du Sud-Ouest qui accueillaient également des rapatriés²³. Defferre allongea même la traditionnelle liste des occasions manquées en Algérie en vantant sa loi-cadre en outre-mer : « Si la même politique avait été suivie en Algérie, beaucoup de drames et de difficultés auraient été évités »²⁴. Dans ce concert méditerranéen où tous les candidats, les communistes

exceptés, se présentaient comme les porte-parole des rapatriés, les socialistes n'étaient pas en reste. Mais comment aurait-il pu en être autrement ?

- 23 De même, lors des législatives de 1967, tous sans exception réclamèrent « l'indemnisation réelle et équitable des rapatriés spoliés »²⁵, c'est-à-dire l'extension aux Pieds-Noirs de la loi de 1946 sur les dommages de guerre²⁶. La FGDS avait, certes, inscrit dans son programme l'indemnisation des rapatriés et l'amnistie – sur laquelle nous reviendrons. Mais à l'analyse, il apparaît que tous les candidats socialistes de la métropole ne réclamaient pas ces mesures avec autant d'application et de constance. Les enjeux territoriaux, et en l'occurrence proprement méditerranéens, prévalaient. L'électorat pied-noir était, en effet, âprement disputé dans ces circonscriptions méditerranéennes où l'on peut même parler de surenchère, une caractéristique qui allait s'accroître avec les débats sur l'amnistie.

Le combat pour l'amnistie : un enjeu électoral ou mémoriel ?

- 24 L'amnistie de la guerre d'Algérie fut un long processus, engagé par décrets dès les accords d'Évian, mais il ne trouva son aboutissement pénal qu'en 1968. Le Parlement en avait, toutefois, été écarté et les amnisties des 23 décembre 1964 et 17 juin 1966 étaient loin d'être totales. Si, en 1961, les socialistes souhaitaient excepter « le crime de sang et la direction de rébellion », Gaston Defferre réclamant même la tête de tous les gens de l'OAS²⁷, ils évoluèrent vite vers plus de tolérance.

Les Méditerranéens sur le devant de la scène

- 25 Sous l'impulsion des fédérations du Midi, les socialistes réclamèrent l'indemnisation, la réhabilitation et l'amnistie au nom de la réconciliation nationale, rejoignant en cela les radicaux et le MRP.
- 26 Dans l'hémicycle, les Méditerranéens socialistes revenaient régulièrement à la charge : Marcel Massot (Basses-Alpes) le 10 juillet 1963, Gaston Defferre le 26 juillet de la même année... Il faut dire que leurs adversaires, Jean Poudevigne (Gard, non inscrit) et Francis Palmero (Alpes-Maritimes, non inscrit), faisaient de même le 9 décembre 1964, ainsi que le MRP Paul Coste-Floret (Hérault) le 30 novembre 1966²⁸. Mais l'enjeu pour les socialistes allait au-delà, puisqu'il s'agissait de croiser le fer avec les gaullistes, le Garde des Sceaux, Jean Foyer, et le rapporteur de son projet de loi, René Capitant, qui refusaient l'amnistie totale²⁹. Claude Delorme (Basses-Alpes) et Raoul Bayou (Hérault) se firent même rappeler à l'ordre en décembre 1964 à cause de leurs violentes interruptions³⁰. Ce débat leur donnait l'occasion de critiquer la Cour de sûreté de l'État créée en 1961 à la suite du putsch des généraux, de dénoncer une justice d'exception³¹, et par là-même de qualifier le régime de « personnel ». Pour finir, les groupes PS, Centre démocrate, Rassemblement Démocratique et communiste refusèrent symboliquement de prendre part au scrutin final de décembre 1964³².
- 27 Lors de la présentation d'un second projet par le Garde des Sceaux en avril 1966, Gaston Defferre s'afficha « en représentant des départements du Midi » et vanta les mérites de l'oubli, ce qui après sa vindicte à la Saint-Just de 1961 ne manqua pas de faire sourire ses adversaires :

Je tiens à dire que ceux qui comme moi, au moment où les faits se sont produits, n'ont pas craint de se déclarer publiquement hostiles à l'OAS [...] ont mieux compris personnellement un certain nombre de choses en voyant leurs compatriotes d'Algérie débarquer à Marseille et en lisant dans leur regard leur angoisse et leur colère³³.

- 28 Sa déclaration avait le mérite de la clarté : désormais lui et ses collègues prenaient fait et cause pour les Pieds-Noirs.
- 29 En novembre 1967, un nouveau projet, présenté par le gouvernement Pompidou et défendu par le Garde des Sceaux, Louis Joxe, visait à maintenir l'amnistie par décret présidentiel au côté de l'amnistie de droit. Les députés socialistes du Midi, qui ne manquaient jamais de rappeler leur provenance géographique, se relayèrent à la tribune pour le descendre en flamme. D'une part, ils ne pouvaient laisser le champ libre au député-maire de Nice, Jean Médecin (PDM), pour défendre une « véritable » amnistie³⁴. D'autre part, selon Paul Cléricy (Alpes-Maritimes), ce projet était vecteur « d'arbitraire et d'injustice, confiant au chef de l'État des pouvoirs exorbitants »³⁵. Il s'agissait désormais d'accuser de Gaulle d'avoir abusé de la confiance des Français d'Algérie ou favorables à l'Algérie française et donc d'être responsable de leurs égarements : le gouvernement « qui s'est hissé au pouvoir aux cris "d'Algérie française !" et de "la France de Dunkerque à Tamanrasset !", poursuivait Cléricy, a-t-il vraiment le droit de détailler ainsi la clémence et de maintenir en prison ceux qui ont eu le tort de le croire et de l'aider à atteindre son but ? »³⁶. Et Paul Alduy de qualifier le texte « d'essence monarchique »³⁷. Désormais, outre les rapatriés, Marcel Massot entendait défendre « les soldats perdus ou égarés » par la faute de de Gaulle³⁸. Si le gaulliste André Fanton accusa publiquement Gaston Defferre d'électorisme³⁹, au-delà de la question des Pieds-Noirs et donc de leurs suffrages, le combat pour l'amnistie était aussi une façon d'exister dans l'opposition. Après la vague gaulliste de juin 1968, Marcel Massot eut beau jeu de se moquer du projet d'amnistie totale de René Capitant, en suggérant qu'il aurait été négocié « au cours d'un mystérieux voyage à Baden-Baden » le 29 mai dernier⁴⁰. Un « coup de Massu ! », railla l'un de ses camarades⁴¹.
- 30 Si la question des séquelles de la guerre d'Algérie fit l'unanimité chez les socialistes jusqu'à l'amnistie de 1968, ce furent bien les Méditerranéens qui furent chargés de porter l'estocade au Palais Bourbon. Le parti avait pris en compte leur enjeu électoral spécifique, à charge pour eux d'en faire un cheval de bataille contre le régime gaulliste. Mais cette concordance des points de vue ne résista pas à la refondation du PS.

Acculturation ou combat d'arrière-garde ?

- 31 Sans revenir sur la façon dont François Mitterrand s'empara du PS au congrès d'Épinay en 1971, rappelons qu'avec les Assises du socialisme en 1974, de nouveaux militants venus de la Nouvelle Gauche et, en particulier, du PSU avec Michel Rocard modifièrent profondément la perception de la guerre d'Algérie. Souvent entrée en politique par la lutte anticoloniale, en Algérie ou au Vietnam, et par rejet du « national-molletisme », cette nouvelle génération portée au Palais Bourbon en 1981 voyait le règlement des séquelles de « la sale guerre » d'une tout autre façon que ses aînés. Qu'en était-il des Méditerranéens, sachant que près des deux tiers d'entre eux (17 sur 27) n'avaient pas vingt ans lorsque la guerre éclata en 1954 ?
- 32 Entre-temps, « la nostalgérie », pour reprendre la formule d'Alain Ruscio, avait été récupérée et instrumentalisée par l'extrême-droite et donc le Front National⁴². Après

l'élection de Valéry Giscard d'Estaing en 1974, la loi d'amnistie du 16 juillet accorda une réparation symbolique aux amnistiés de 1968 en leur restituant leurs décorations. En revanche, les tentatives, par exemple de Jacques Soustelle, pour permettre la réintégration des derniers membres de l'OAS dans les ordres civils et militaires échouèrent. À cette date, la droite et le centre jugeaient la loi de 1974 trop réservée et le parti communiste la qualifiait quant à lui d'inadmissible. Les socialistes se signalèrent alors par leur discrétion. Et le Corse Jean Zuccarelli, qui appelait à effacer « la tare de la condamnation » et « sa flétrissure », avait déserté la FGDS pour l'UDF⁴³.

- 33 Or lors d'un meeting à Avignon, le 4 avril 1981, le candidat Mitterrand s'engagea à régler la question, sans toutefois la faire figurer dans ses cent propositions⁴⁴. Éric Duhamel a montré comment il espérait ainsi remporter une revanche posthume sur le Général, en reprenant l'idée qu'il portait la responsabilité des actes d'insoumission et qu'une autre politique aurait été possible⁴⁵. Le dépouillement des professions de foi de juin 1981 révèle, cependant, un très net recul de la cause des rapatriés par rapport aux législatives de 1967 et 1968. Seuls les candidats PS des Bouches-du-Rhône, dans un chapitre « Vivre ensemble » de leur texte commun, insérèrent les propositions d'« ouvrir le droit à l'indemnisation à tous ceux qui ont été spoliés, quelle que soit la date de la spoliation et de déclarer l'amnistie générale » ; et à Béziers, Raoul Bayou rappelait « ses initiatives en faveur [...] des rapatriés et des harkis »⁴⁶. Cette discrétion se retrouvait d'ailleurs chez leurs adversaires RPR et UDF, les candidats frontistes, en revanche, occupant avec profit ce terrain.
- 34 Lors du débat sur la traditionnelle amnistie présidentielle, le 29 juillet 1981, le projet ne permettait nullement une réhabilitation complète des insoumis. Gilbert Sénès (Hérault) se fit alors remarquer en dénonçant l'article 16 qui avait fait de militants OAS suspectés – mais non condamnés – des « victimes de véritables lettres de cachet [...] internés arbitrairement dans un véritable goulag » [sic] à Saint-Maurice-sur-Ardoise entre décembre 1961 et juillet 1962 et en réclamant pour eux réparation, ce qui provoqua l'indignation de l'opposition⁴⁷.
- 35 Mais le 29 septembre 1982, Raymond Courrière, secrétaire d'État aux Rapatriés, conformément aux attentes du président Mitterrand, présenta un projet de loi « portant réparation des préjudices par les agents publics et les personnes privées en raison des événements en Afrique du Nord ». Il suscita immédiatement un virulent débat dans l'opinion publique et la presse nationale. Le 21 octobre 1982, le rapporteur Gérard Gouzes, député de Haute-Garonne né en Algérie, avec moult précautions oratoires, entreprit d'expliquer qu'il ne s'agissait pas de réhabiliter et encore moins de pardonner ou de justifier⁴⁸. Mais lorsqu'il annonça que les officiers généraux félons seraient réintégrés, le président du groupe socialiste, Pierre Joxe, demanda une suspension de séance⁴⁹.
- 36 La réunion du groupe, le 6 octobre, avait en effet été tendue : une sensibilité que les observateurs qualifièrent de « méditerranéenne », y compris chez des élus du Sud-Ouest (Gérard Gouzes de Marmande ou Jean-Michel Baylet de Toulouse), s'opposait à une sensibilité dite « Nouvelle Gauche ou PSU »⁵⁰, représentée par Pierre Joxe et Alain Richard, bientôt rejoints par Lionel Jospin, le premier secrétaire du parti. Cette fracture générationnelle⁵¹ jouait celle qui séparait ceux de la SFIO ou de la FGDS et ceux venus des Assises du socialisme.
- 37 Aux yeux de cette nouvelle génération de députés, en dépit des pressions exercées par le président et le Premier ministre par l'intermédiaire du président de la Commission

des lois, Raymond Forni, il fallait exclure les officiers généraux félons de cette réintégration, en amendant le texte. Dès lors, les Méditerranéens se retrouvèrent partagés entre leur fidélité à la mémoire douloureuse des Pieds-Noirs et des Harkis, tel Georges Frêche, et la culture anticolonialiste de la nouvelle génération. Pierre Guidoni (Aude) eut la tâche délicate d'expliquer à la tribune la fronde de son groupe, qui se révélait en fait bel et bien indiscipliné selon les statuts du parti. Ce débat, déclara-t-il, « interroge notre propre histoire, nos propres souvenirs, pour nombre d'entre nous ce qu'a été notre jeunesse. Il y a là, sous les cendres à peine froides, apparemment froides, des braises qui brûlent encore »⁵². Le groupe ne voterait le texte que s'il était amendé, car il voulait « écarter du bénéfice de la loi les officiers généraux qui ont pris les armes contre la République et porté la responsabilité essentielle d'une entreprise de subversion »⁵³. Lors du scrutin final, les Méditerranéens socialistes se scindèrent alors en deux camps très inégaux : cinq seulement, nés entre 1914 et 1942, Guy Durbec (Var), Jean-Paul Luisi (Haute-Corse) et trois des députés de l'Hérault, Raoul Bayou, Georges Frêche, et Gilbert Sénès refusèrent l'amendement Jospin (soit 29 % des socialistes qui votèrent contre), alors que leurs 22 autres camarades l'acceptaient (soit 8 % des socialistes pour), acculturés en quelque sorte à l'anticolonialisme⁵⁴. Finalement, le gouvernement de Pierre Mauroy dut se résoudre à recourir au 49.3 pour faire passer le texte dans son intégralité et mit ainsi fin à leur dilemme.

- 38 Ce combat symbolique était-il un combat d'arrière-garde, ou bien le moyen assumé de ne pas abandonner les suffrages des Pieds-Noirs au Front National ? Il est difficile de trancher mais les deux facteurs se mêlaient sans doute chez les quelques Méditerranéens opiniâtres.
- 39 Par conséquent, les députés socialistes méditerranéens ne se distinguèrent guère de leurs camarades dans leur appréhension de la Toussaint rouge de 1954 et n'avaient guère, en dépit de leur proximité géographique et culturelle, élaboré d'outils pour anticiper le drame et la guerre à venir. Avec l'afflux de rapatriés dans leurs circonscriptions à partir de 1962, ils firent intégrer par les programmes de la SFIO, puis de la FGDS, la nécessité de défendre les intérêts, tant économiques que juridiques, des Pieds-Noirs, qui constituaient – à n'en pas douter – un électorat non négligeable. Mais une fois l'amnistie pénale acquise en 1968, la nouvelle génération de parlementaires socialistes issue des Assises du socialisme et de la Nouvelle Gauche se montra plus réticente à s'engager dans la voie des réparations symboliques. Chez cette génération nourrie à l'anticolonialisme de gauche et à la détestation du « national-molletisme », la sensibilité méditerranéenne au devoir de mémoire envers les rapatriés et les Harkis s'était bel et bien émoussée, voire inversée, y compris chez la plupart des Méditerranéens à l'exception de quelques irréductibles. Les élus de cette nouvelle génération se retrouvaient ainsi, contre toute attente, en décalage avec le président Mitterrand qui les avait portés au Parlement, ce qui en dit long sur les difficultés à imposer une mémoire par en haut, même dans le feu d'une éclatante victoire. Lors de son second quinquennat, François Mitterrand allait à nouveau heurter de plein fouet leur mémoire collective, mais cette fois-ci avec son passé de vichysto-résistant pendant la seconde guerre mondiale.

NOTES

1. Gilles Morin, *De l'opposition socialiste à la guerre d'Algérie au parti socialiste autonome (1954-1960). Un courant socialiste de la SFIO au PSU*, thèse de doctorat sous la direction d'Antoine Prost, Université Paris 1 - Sorbonne, 3 vol., 1992.
2. Georges Oved, *La gauche française et le nationalisme marocain, 1905-1955*, 2 vol., Paris, L'Harmattan, 1984.
3. Georges Balandier, « La situation coloniale : approche théorique », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 11, 1951, p. 44-79.
4. Robert Gourdon (Var), *Élections législatives à l'Assemblée nationale. 3^e législature. 1956-1958. Recueil de tracts électoraux, listes, programmes, professions de foi et engagements des candidats aux élections*, BnF.
5. Voir entre autres, Émile Durkheim, *Les formes élémentaires de la vie religieuse : le système totémique en Australie*, Paris, Félix Alcan, 1912, et Lucien Lévy-Bruhl, *La mentalité primitive*, Paris, Félix Alcan, 1922.
6. *La revue socialiste*, créée par Benoît Malon en 1885, cessa de paraître en 1914. Ernest Labrousse la relança en mai 1946. Voir Julien Agenjo, *La revue socialiste de 1946 à 1973, revue partisane ou de libre-pensée ?*, mémoire de master 2 d'histoire sous la direction de Christine Bouneau, Université Bordeaux 3, 2012.
7. André Bidet, « Rapport sur l'Union française et discussion », Parti socialiste – SFIO, 47^e Congrès national des 30 juin, 1^{er}, 2 et 3 juillet 1955 d'Asnières, compte rendu, OURS, p. 72 sq.
8. Médecin juif franco-tunisien, Élie Cohen-Hadria (1898-1987) avait adhéré à la SFIO en 1925 en Tunisie. Il défendit l'indépendance tunisienne aux lendemains de la seconde guerre mondiale. (Voir Élie Cohen-Hadria, *Du protectorat français à l'indépendance tunisienne : souvenirs d'un témoin socialiste*, Nice, Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine, 1976). Censeur du collège de Bizerte, André Bidet (1897-1983) fut secrétaire fédéral SFIO en Tunisie de mars à décembre 1946, puis désigné par l'Assemblée nationale au titre de son parti pour siéger à l'Assemblée de l'Union française en 1947. Il fut secrétaire du bureau de cette assemblée de 1948 à 1958, puis du bureau de l'Outre-Mer et de la Communauté de 1959 à 1962.
9. De sorte que l'on serait en droit de s'interroger sur la responsabilité personnelle du secrétaire général, Guy Mollet, mais il ne saurait être question d'approfondir ici ce problème étudié par ailleurs. Voir Gilles Morin, *De l'opposition socialiste à la guerre d'Algérie...*, op. cit., p. 161-173 et François Lafon, *Guy Mollet*, Fayard, 2006, p. 507-508.
10. Il présidait alors l'Assemblée de l'Union française. Paul Alduy, « Le problème colonial à la lumière du socialisme », *La revue socialiste*, n° 14, octobre 1947.
11. La loi du 20 septembre 1947, dont on pouvait espérer qu'elle ouvrirait la voie à une Algérie nouvelle, établissait en fait l'inégalité en matière de droits civiques, puisqu'elle instituait deux collèges électoraux : le premier (900 000 Européens) élisait 60 représentants à l'Assemblée algérienne, le second (9 millions d'indigènes) élisait également 60 représentants à cette même assemblée.
12. Gilles Morin, « Les oppositions socialistes à la CED. Les acteurs du débat », *Les cahiers de l'IRICE*, n° 4, février 2009, p. 83-100.
13. Rappelons que le 1^{er} novembre 1954, le Front de Libération nationale (FLN) manifesta son existence par une série d'attentats sur le territoire algérien.

14. Parti socialiste - SFIO, *Bulletin intérieur*, n° 75, janvier 1955, p. 8.
15. Voir Gilles Morin, *De l'opposition socialiste à la guerre d'Algérie...*, op. cit.
16. Parti socialiste - SFIO, *47^e Congrès national des 30 juin...*, op. cit., p. 368 sq.
17. Voir Anne-Laure Ollivier, Gaston Defferre. *Un socialiste au pouvoir, de Marseille à l'élection présidentielle de 1969*, thèse de doctorat sous la direction d'Olivier Wieviorka, ENS Cachan, 2011, p. 485-538.
18. Guy Mollet se sentait une dette envers Robert Lacoste parce que celui-ci avait abandonné le grand ministère de l'Économie, auquel il rêvait depuis toujours, pour prendre une succession que tous les autres venaient de refuser, en l'occurrence : Mendès France, Alain Savary, Gaston Defferre, et Édouard Depreux. Voir François Lafon, *Guy Mollet*, op. cit., p. 513.
19. À terme, cette locution eut l'avantage de cristalliser la haine sur la personne du secrétaire général et d'exempter les socialistes de toute responsabilité collective. Marc Sadoun parla ainsi de « bouc émissaire », « Les socialistes entre principes, pouvoirs et mémoire », dans Jean-Pierre Rioux (dir.), *La guerre d'Algérie et les Français*, Paris, Fayard, 1990, p. 234.
20. Franck Arnal (Var), *Élections législatives à l'Assemblée nationale. 1^{re} législature. 1958. Recueil de tracts électoraux, listes, programmes, professions de foi et engagements des candidats aux élections*, BnF.
21. Gabriel Roucaute (Gard 3^e), 1958, id.
22. Georges Guille et Jules Fil (Aude), 1958, id.
23. Du Nord au Sud, ont été sondées les professions de foi du Bas-Rhin, du Finistère, du Val-de-Marne et de la Gironde. Ce dernier département accueillant des communautés de Pieds-Noirs, des députés centristes ou de gauche étaient sur la même ligne que les députés méditerranéens. Par exemple, le maire socialiste de Mérignac, Robert Brettes, exige régulièrement « l'amnistie et l'indemnisation pour tous les rapatriés ».
24. Gaston Defferre (Bouches-du-Rhône 3^e, Marseille), *Élections législatives à l'Assemblée nationale. 2^e législature. 1962. Recueil de tracts électoraux, listes, programmes, professions de foi et engagements des candidats aux élections*, BnF.
25. Par exemple, Francis Vals (Aude 2^e, Narbonne), *Élections législatives à l'Assemblée nationale. 3^e législature. 1967. Recueil de tracts électoraux, listes, programmes, professions de foi et engagements des candidats aux élections*, BnF.
26. Par exemple, Lucien Milhau (Aude 3^e, Castelnaudary) 1967, *ibid.*
27. Propos rappelés à Gaston Defferre par le Garde des Sceaux, 2^e séance du 21 avril 1966, Assemblée nationale (désormais AN), p. 888.
28. AN, « Amnistie », *Seconde législature. Table générale des documents et débats parlementaires, 6 décembre 1962 au 2 avril 1967*, Paris, Imprimerie de l'Assemblée nationale, 1969.
29. 2^e séance du 17 décembre 1964, AN, interventions de Jean Foyer et René Capitant, p. 6171-6172.
30. 3^e séance du 17 décembre 1964, AN, p. 6193-6194.
31. À partir de la 2^e séance du 17 décembre 1964, AN, intervention de Marcel Massot, p. 6178-6179.
32. *Ibid.*, p. 6226-6227. « Nous vous laissons à votre comédie macabre », déclara le socialiste Arthur Notebart (Nord 5^e).
33. 2^e séance du 21 avril 1966, AN, intervention de Gaston Defferre, p. 878.
34. Propositions de loi de Jean Médecin du 12 avril 1967 et du 19 juillet 1968.
35. 1^{re} séance du 28 novembre 1967, AN, intervention de Paul Clérycy, p. 5288.

36. *Ibid.*, p. 5289.
37. *Ibid.*, Paul Alduy, p. 5293.
38. *Ibid.*, Marcel Massot, p. 5292.
39. 2^e séance du 14 décembre 1967, interpellation d'André Fanton, p. 5907.
40. 1^{re} séance du 23 juillet 1968, intervention de Marcel Massot, p. 2473.
41. Marcel (pour Raoul) Bayou, *ibid.*
42. Alain Ruscio, *Nostalgie. L'interminable histoire de l'OAS*, Paris La Découverte, 2015.
43. 1^{re} séance du 20 juin 1974, AN, intervention de Jean Zuccarelli, p. 2887.
44. Stéphane Gacon, « Histoire d'une amnistie. L'amnistie de la guerre d'Algérie », dans Thomas Bouchet, Stéphane Gacon et Serge Wolikow (dir.), « Traces de la guerre d'Algérie. 40 ans de turbulences dans la vie politique française », *Cahiers de l'IHC*, n° 2, 1995, p. 30.
45. Éric Duhamel, « François Mitterrand en guerre d'Algérie, enjeu de pouvoir, enjeu de mémoire », *ibid.*, p. 41-65.
46. Listes des Bouches-du-Rhône et Raoul Bayou (Béziers), *Élections législatives à l'Assemblée nationale. 7^e législature. 1981. Recueil de tracts électoraux, listes, programmes, professions de foi et engagements des candidats aux élections*, BnF.
47. 2^e séance du 29 juillet 1981, AN, intervention de Gilbert Sénès, p. 491.
48. 1^{re} séance du 21 octobre 1982, AN, rapport de Gérard Gouzes, p. 6086.
49. Parmi les quatre généraux putschistes du 21 avril 1961 à Alger, Maurice Challe et André Zeller étaient alors décédés ; demeuraient Edmond Jouhaud et Raoul Salan.
50. Voir *Le Matin* du 15 octobre 1982, cité par Stéphane Gacon, *L'amnistie. De la Commune à la guerre d'Algérie*, Paris, Le Seuil, 2002.
51. Jean-Yves Lhomeau, dans *Le Monde* du 23 octobre 1982, privilégiait, quant à lui, le facteur générationnel : « Lorsqu'il s'est efforcé, avec succès, de "retourner" le groupe socialiste dont il est le président, M. Pierre Joxe s'est appuyé sur une génération d'élus formés au militantisme pendant la guerre d'Algérie, contre les compromissions de la SFIO. Ceux-là ont de l'opinion de gauche une perception militante qui répugne aux "arrangements" de l'histoire, même à vingt ans de distance », écrit-il.
52. 3^e séance du 21 octobre, AN, intervention de Pierre Guidoni, p. 6133.
53. *Ibid.*, p. 6141.
54. Annexes au procès-verbal de la 3^e séance du 21 octobre 1982, p. 6151-6155.

RÉSUMÉS

La gestion de la guerre d'Algérie par le gouvernement Guy Mollet (février 1956 - mai 1957) a été qualifiée par ses opposants de « national-molletisme » et a marqué la mémoire de la gauche française jusqu'à aujourd'hui. Avec l'indépendance de l'Algérie en mars 1962 et l'arrivée des rapatriés, les députés méditerranéens défendent les intérêts des Pieds-Noirs soutenu par l'ensemble de leur parti. Mais ils finissent par s'opposer à leurs collègues de la nouvelle génération sur l'amnistie voulue par le président Mitterrand en 1982. Pour réfléchir à l'identité méditerranéenne des parlementaires, le cas des députés socialistes est intéressant pour observer

les variations régionales de la culture politique d'un parti où la discipline parlementaire est, en théorie, très forte, mais qui, en pratique sur l'Algérie est discutée.

The handling of the Algerian war by the Guy Mollet government (February 1956-May 1957), described as “national-molletisme” by its opponents, has traumatized the memory of the French Left until now. After Algeria's independence in March 1962 and the arrival of returnees, Mediterranean MPs defended the interests of those nicknamed *Pieds-noirs*, or “Black feet”, with the support of the Socialist party. But a rift eventually appeared in the party between these MPs and the younger generation on the amnesty proposed by President Mitterrand in 1982. To reflect on the Mediterranean identity of parliamentarians, the case of socialist MPs provides an interesting insight into the regional variations in the political culture of a party where parliamentary discipline was in theory very strong, but has been challenged on questions to do with the Algerian war.

INDEX

Keywords : Algerian War, French Socialist Party, Memory, Black feett, Amnesty of 1982

Mots-clés : Guerre d'Algérie, Parti socialiste, mémoire, Pieds-Noirs, amnistie de 1982

AUTEUR

NOËLLINE CASTAGNEZ

Enseigne à l'université d'Orléans (laboratoire POLEN – EA4710), elle est rédactrice en chef de *Parlement(s). Revue d'Histoire politique*. Elle est spécialiste de l'histoire du mouvement ouvrier en Europe. Elle a co-dirigé, entre autres, *Le Parti socialiste d'Épinay à l'Élysée (1971-1981)* (Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015) et *Les socialistes français à l'heure de la Libération. Perspectives française et européenne 1943-1947* (Paris, l'OURS, 2016). Elle travaille aussi sur la mémoire des guerres et a co-dirigé, avec Pierre Allorant, *Mémoires des guerres. Le Centre Val-de-Loire de Jeanne d'Arc à Jean Zay* (Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015).